

Définir la guerre ?

1 Une simple question de vocabulaire ?

Si la guerre nous est familière, tant elle rythme notre histoire, le mot paraît encore plus proche, tant nous en usons et abusons par métaphore, au point peut-être d'en perdre l'acception : guerre des nerfs, guerre d'usure, *Guerre du feu*, *Guerre des boutons*, guerre des générations, guerre des sexes, guerre des gangs, guerre d'influence dans le cadre d'une institution, guerre de chacun contre tous... Bref, dès lors que se manifestent un conflit, une épreuve de force : « C'est la guerre ! » Le cri est même parfois proféré dans le contexte d'une rivalité, de la concurrence entre deux ou trois acteurs. Or le sens précis du mot « guerre » renvoie strictement à l'usage de la force armée dans le cadre d'un affrontement

collectif organisé. Le dictionnaire d'Émile Littré fixe une acception rigoureuse : par « guerre », il faut entendre « *la voie des armes employée de peuple à peuple, de prince à prince, pour vider un différend* ».

L'étymologie en revanche ne délivre aucune information intéressante, sinon que l'étymon appartient à une langue de guerriers, de conquérants et d'envahisseurs : les Francs. Les vainqueurs imposèrent le mot « gwerra », les vaincus gallo-romains, « pax », la paix. Auparavant, bien sûr, le monde antique avait abondamment rendu à la guerre un culte de première importance : ce fut le culte d'Arès pour les Grecs et celui de Mars pour les Latins. Si le premier figure de façon complexe la guerre — il apparaît à plusieurs reprises dans des situations délicates ou scabreuses, blessé devant les remparts de Troie ou encore surpris dans les bras d'Aphrodite par un mari jaloux —, le second sans équivoque est associé à la grandeur de l'Empire, lui rendre hommage, c'est aussi célébrer Rome et sa toute-puissance : la guerre est désormais « martiale ». La réflexion des Grecs est donc de loin la plus nuancée. Tout d'abord, il est loin d'être indifférent de remarquer que l'aube de la philosophie subvertit le sens propre pour un sens figuré amplement commenté ensuite par Nietzsche et Heidegger. C'est évidemment au fragment d'Héraclite que l'on pense :

Guerre, de tout est père et de tout est roi ; les uns elle les désigne comme dieux, les autres comme hommes ; des uns elle fait des esclaves, des autres, des hommes libres.

Si Héraclite d'Éphèse emploie ici le mot « polemos », c'est qu'il parle par métaphore du combat contre l'Autre, positivement connoté. Les Grecs le distinguent en effet de la Discorde, « stasis », fratricide puisqu'elle oppose le même au même. Platon le rappelle dans *Les Lois* : « *Mais quoi ! Lorsqu'il s'agit de policer un État, le législateur parviendra-t-il plus sûrement à son but en rapportant toutes ses lois aux guerres du dehors, plutôt qu'à cette guerre intestine, appelée sédition qui se forme de temps en temps au sein d'un État ?* »

« Polemos » mérite d'être honoré, il offre aux Achéens l'occasion de faire valoir leur excellence — « aristeia » —, il en fait ainsi des « héros » dont la renommée — « kleos » — sera entretenue par la suite par les aèdes — *l'Iliade* — puis par les historiens — *l'Enquête, La Guerre du Péloponnèse*. Aux origines de la pensée, de la poésie et de l'histoire grecques, se trouve donc la guerre mais qui menace toujours de dégénérer, de « mal tourner ». Car une fois la paix assurée contre le barbare, l'ombre portée des rivalités intestines fragilise l'ordre rétabli par la victoire. Pour dégager la statue de la paix — Iréné — de l'ancre où elle est retenue prisonnière il faut, explique Aristophane à la fin de la comédie intitulée simplement *La Paix*, que tous les Grecs conduits par leur sauveur, Lavendange, tirent les cordes de hallage dans la même direction. Jusqu'à quel point prendre au sérieux une simple comédie ? Comment croire un instant à l'effort concerté de tous ces Grecs venus de cités qui n'ont eu jusqu'alors de cesse que de s'affronter ? La discorde entre les vainqueurs succède plus volontiers à la guerre.

Il y a dans la guerre une véritable « mobilisation générale » qui détourne de fait de la défense ou de la revendication d'intérêts particuliers. Au fond, la guerre est d'essence politique, c'est bien notamment ce qu'exprime Rousseau dans *Du contrat social* : « *La guerre est une relation d'État à État dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes, ni même comme citoyens, mais comme soldats.* » Il devient possible d'envisager une relation fondamentale entre guerre et politique, l'une ne semble pas aller sans l'autre.

2 Le principe ou la continuation ?

La guerre, c'est le principe même de la politique : telle est au moins l'une des leçons du *Prince* qui en 1513 redéfinit le sens et les enjeux de la politique moderne, désormais dé耦plée, totalement émancipée de la morale. De fait, le modèle de Machiavel est d'abord un combattant, un conquérant, un guerrier. Dans sa structure même du texte, les chapitres consacrés à « l'art de la guerre » sont très nombreux. Il s'agit de « théoriser » le combat. Au cours du célèbre chapitre XVIII, le diplomate florentin précise : « *Vous devez donc savoir qu'il y a deux manières de combattre : l'une avec les lois, l'autre avec la force ; la première est propre à l'homme, la seconde est celle des bêtes ; mais comme la première, très souvent, ne suffit pas, il convient de recourir à la seconde. Aussi est-il nécessaire à un prince de savoir bien user de la*

bête et de l'homme... » C'est bien mettre très exactement sur le même plan l'action politique par excellence, l'art de légiférer, et l'usage de la force physique. De fait, la politique n'est pas l'abolition des rapports de force, elle en est l'expression différente. Il serait naïf de croire la logomachie, caractéristique des démocraties, fondamentalement contraire à la lutte armée pour l'obtention du pouvoir. Certes la mort politique de tel ou tel homme public, que vient opportunément discréditer un scandale financier, satisfait par sa non-violence physique nos valeurs humanistes, mais en quoi, dans l'intention, s'éloigne-t-elle vraiment d'un assassinat politique ? Le « coup de poignard dans le dos » est désormais une image, et de ce point de vue nos mœurs ont évolué depuis la Florence des Médicis, dans les rues de laquelle jadis auraient été exécutés nos Michel Noir, Bernard Tapie, Alain Carignon, François Léotard... Jusqu'à l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, qui se « réjouissait » publiquement de n'avoir pas vécu la Renaissance italienne. Dallas, novembre 1963, Monica Lewinsky quarante ans plus tard, autres temps, autres mœurs... En politique « tous les coups sont permis », semble-t-il, comme « la fin justifie les moyens », or à la guerre, la fin c'est assurément la victoire, comme en politique, précisément. Que l'action politique soit nécessairement liée à la lutte pour le pouvoir, et que cette lutte n'ait pas d'autre fin qu'elle-même, plaçant entre parenthèses toute velléité morale, voire le plus discret sursaut éthique, telle est sans doute la part la plus sombre de ce machiavélisme que la

modernité reçoit en héritage et dont les retombées négatives sur l'image du personnel politique et de son action n'ont pas fini de produire leurs effets destructeurs. Quelle société peut prétendre sortir indemne d'une pareille devise : « *Les promesses n'engagent que ceux qui les croient* » ?

C'est au philosophe nazi Carl Schmitt que reviendra la responsabilité de la formulation claire et franche de cette conception belliqueuse de la politique : dans *La Notion de politique* en 1932, il définit en effet la politique par l'aptitude des acteurs à susciter l'hostilité en vue de l'affrontement collectif : la guerre devient alors le fait politique par excellence.

Tout antagonisme religieux, moral, économique, ethnique ou autre se transforme en antagonisme politique dès lors qu'il est assez fort pour provoquer un regroupement effectif des hommes entre amis et ennemis.

Il ajoute :

Est politique tout regroupement qui se fait dans la perspective de l'épreuve de force.

La puissance politique s'actualise bien dans le droit de désigner l'ennemi public, c'est-à-dire le droit de déclarer la guerre. Il faut comprendre dans le même temps que tous les conflits ne sont pas politiques, précisément. L'affaire Dreyfus n'acquiert sa dimension politique en effet que bien plus tard, une fois Zola engagé dans la bataille en 1898 et l'opinion française nettement divisée. Ainsi d'une grève locale, on dira qu'elle constitue un « conflit social », d'une grève générale, un acte politique.

Pourtant, dès le début du XIX^e siècle, le baron prussien Carl von Clausewitz renverse la proposition : la guerre n'est plus que « *la simple continuation de la politique avec d'autres moyens* ». Dans son œuvre demeurée inachevée, *De la guerre*, ce militaire qui participa à la bataille d'Iéna (1806) définit la guerre moderne. Prolongement de la politique, elle se banalise en quelque sorte ; elle apparaît désormais tel un moment particulier dans une recherche plus large du pouvoir et un exercice de la domination qui passe d'abord par le débat, l'arbitrage. Ultime moyen pour dénouer une crise ou emporter une décision, la guerre n'est donc pas un but en soi. Elle n'est qu'un moyen qui, une fois utilement employé, a vocation à disparaître. La guerre est seconde par rapport à la politique. Secondaire mais qui pourtant le seconde. Au-delà de cette définition célèbre, Clausewitz prétend cerner de façon précise l'essence même de la guerre : elle est « *acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté* ». Et pour ce faire, elle a l'usage « *de la force physique dans son intégralité* ». Vivement impressionné par Bonaparte, qu'il nomme « *dieu de la Guerre* », il appréhende pour la première fois le concept de « guerre absolue », c'est-à-dire une guerre dans laquelle la nation tout entière est engagée. Désormais le peuple participe, depuis la « levée en masse » des guerres révolutionnaires. Les combattants sont alors accompagnés d'un ensemble de plus en plus lourd d'auxiliaires destinés à équiper, soigner, nourrir, loger : la logistique et l'intendance gagnent en importance et en

influence. Aujourd'hui, une armée comme celle des États-Unis en Irak déplace trois auxiliaires pour un combattant.

Le général Ludendorff, en 1936, fait bouger la notion vers l'idée d'une « guerre totale » qui se définit par la nécessité d'exterminer aussi les populations civiles, quand Clausewitz n'envisageait que « *l'anéantissement des seules forces militaires de l'ennemi* ». Davantage même qu'une « continuation », la guerre pousse la politique « à bout », « jusqu'au bout ».

3 Une représentation qui évolue

Occasion de démontrer sa valeur, la guerre a d'abord été positivement connotée, exception faite, on l'a vu précédemment, du cas particulier de la guerre civile. C'est l'affaire des nobles, lesquels s'y entraînent quand ils ne s'y emploient pas, par la pratique des tournois et l'exercice de la chasse. À chacun son rôle dans ce schéma trifonctionnel qui structure la société médiévale.

Mais au début du XVI^e siècle se modifie en profondeur le regard sur la guerre, notamment sous l'influence du penseur de l'humanisme : Érasme. Dans *La Complainte de la paix, terrassée et chassée de tous côtés et par toutes les nations*, le philosophe hollandais donne à la paix la parole et met cette prosopopée au service de la politique pacifiste qu'il s'efforce de promouvoir auprès de Charles de Bourgogne : « *La guerre,*